

Deux août 1971

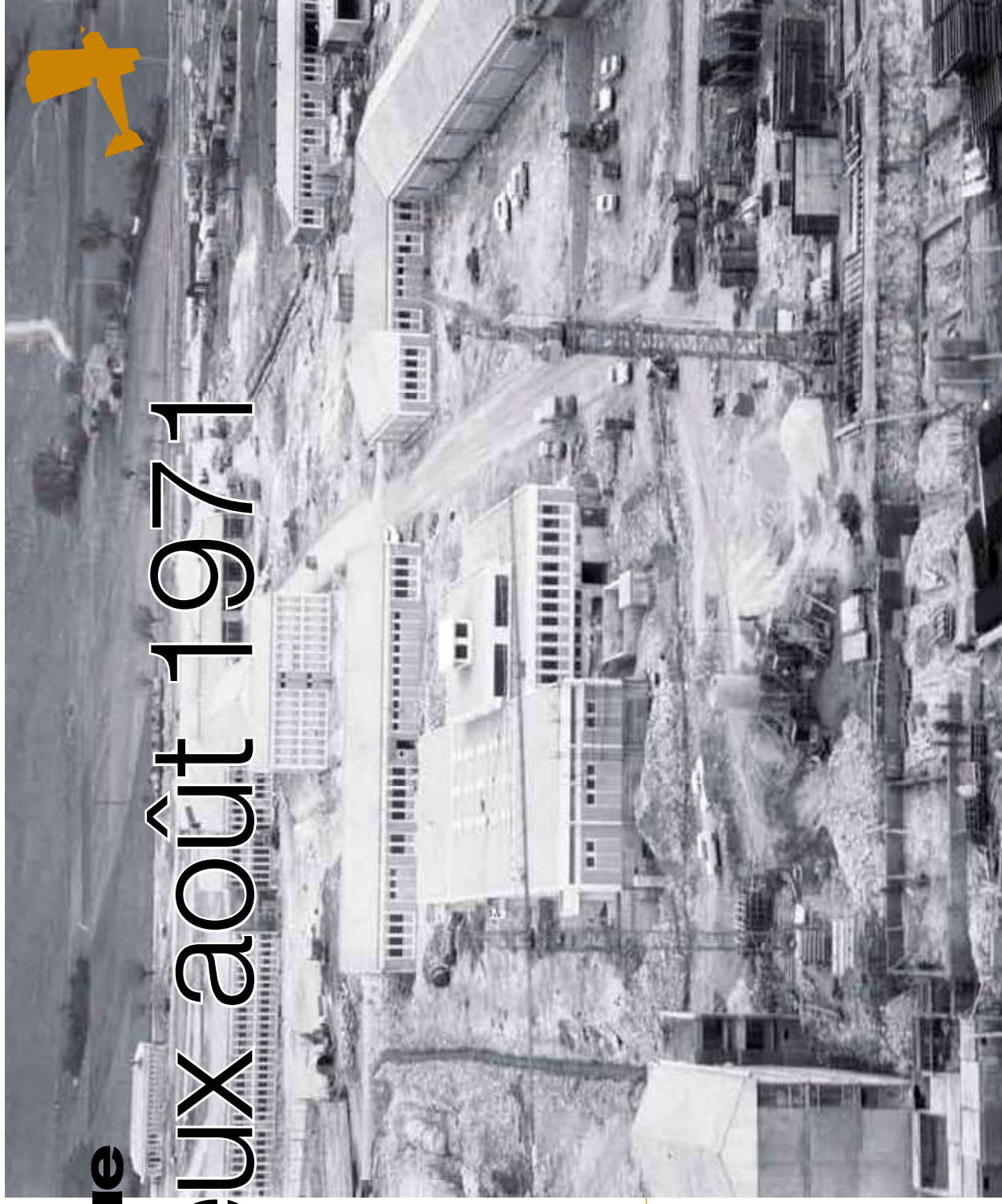
Texte Stéphane Bréard
Photos et source SHD/air

Le 2 août 1971, le 1^{er} Groupement de Missiles Stratégiques (GMS), implanté sur le plateau d'Albion en Haute-Provence, est déclaré opérationnel. Les missiles sol-sol balistiques stratégiques S 2, nouveaux vecteurs de la dissuasion nucléaire française, relèvent de l'armée de l'air qui, depuis 1964, met également en œuvre une composante pilotée avec le bombardier Mirage IVA.

Dès 1945, le gouvernement provisoire présidé par le général de Gaulle initie le long processus qui conduit la France à se doter de l'arme atomique. À son retour au pouvoir en 1958, le général poursuit en ce domaine les orientations des gouvernements de la IV^e République en matière d'armements nucléaires. L'explosion de la première bombe atomique française le 13 février 1960 à Reggane, dans le Sahara algérien, marque l'une des premières étapes de la mise en place du programme de missiles sol-sol balistiques stratégiques

Vue aérienne des travaux d'aménagement de la BA 200, mars 1968.

Lors d'un voyage d'étude, les membres de la commission de la défense nationale visitent le chantier d'aménagement de la galerie principale du PCT n° 1 en mars 1968.



Le 1^{er} GMS est opérationnel



Mise en place de la tête nucléaire du missile S 2.

Missile SSBS S 2 dans son silo.

(SSBS), dont les expérimentations de lancements sont menées à Colomb-Béchar, en Algérie, puis à Biscarosse au profit de la Société pour l'Etude et la Réalisation d'Engins Balistiques (SEREB). Celle-ci est maître d'ouvrage pour l'étude et la réalisation des futurs missiles stratégiques français.

Dans le même temps, le gouvernement se détermine pour le plateau d'Albion choisi pour accueillir les SSBS. Le site répond en effet à divers critères dont celui d'une faible densité de population et d'un sous-sol pouvant amortir l'onde de choc d'une explosion nucléaire. Les travaux débutent en 1966 pour durer plusieurs années. Dix-huit zones de lancement réparties sur trois départements, deux postes de commandement et de tir et les installations opérationnelles sont aménagés, ainsi que divers réseaux et infrastructures nécessaires au fonctionnement du site et aux logements des personnels et de leurs familles.

La mise en œuvre opérationnelle des SSBS est confiée à l'armée de l'air le 11 juillet 1963. La 1^{re} division de missiles stratégiques est créée au sein des FAS en 1967 et devient un an plus tard le 1^{er} GMS. Celui-ci regroupe plusieurs unités dont la brigade de missiles stratégiques 05.200, chargée de mettre sur pied la composante terrestre de la force de dissuasion, puis la préparation, la mise en condition de la force et la tenue de l'alerte, tandis qu'en 1968, la base aérienne 200 chargée d'en assurer le support voit le jour. C'est au général Louis Benoît qu'est confié en 1968 la mission de commander le 1^{er} GMS, et ce jusqu'en 1972.

Le 2 août 1971 à 12 heures, la première unité de tir équipée de missiles S2 est déclarée opérationnelle avec la mise en

service du poste de Rustrel et des neuf silos qui lui sont rattachés. La deuxième unité de tir, située à Reilhanette, est déclarée opérationnelle un an plus tard, en juin. Les dix-huit S2 sont remplacés par des S3 déclarés opérationnels en 1980, auxquels succèdent jusqu'en 1996 les S3D.

L'évolution des progrès technologiques comme les bouleversements géopolitiques consécutifs à la chute du Mur de Berlin conduisent le président de la République Jacques Chirac à décider le 22 février 1996 de l'abandon de la composante SSBS. La veille opérationnelle

cesse sur le plateau d'Albion le 16 septembre suivant, à 14 heures. Les opérations de fermeture s'étalent sur deux ans avant la dissolution de la base en 1999 et le transfert du site à la Légion étrangère.

Pendant vingt-cinq ans, le personnel de l'armée de l'air affecté au 1^{er} GMS sur le plateau d'Albion a participé sans interruption à cette mission de veille nucléaire qui faisait de la France l'une des rares nations à pouvoir disposer simultanément des composantes aérienne, navale et terrestre destinées à mettre en œuvre sa politique de dissuasion nucléaire.■

Vue aérienne de la BA 200 au milieu des années soixante-dix.



Un des officiers de tir de l'ET 01.200, futur « Lubéron », de permanence à son pupitre dans le local de tir du PCT n° 1, mai 1975.

